

Déclaration écrite pour le High Level Segment ECOSOC

Juin 2010, New York

Renforcer le combat contre les crimes au nom de l'honneur

Malgré les résolutions de l'ONU du 15 octobre 2004, malgré les efforts faits par les associations de femmes et les associations des Droits de l'homme, au Moyen Orient et en Asie centrale le nombre de crimes au nom de l'honneur est en constante augmentation et le chiffre de 5'000 meurtres par année annoncé par l'ONU paraît sous-estimé. Une nouvelle loi a été promulguée au Pakistan en 2004, loi par laquelle la sentence de mort sera prononcée à l'encontre de auteurs de crimes d'honneur. A ce jour, cette loi est restée sans effet. Selon la commission des droits de l'homme du Pakistan, 1'019 femmes ont été tuées au nom de l'honneur en 2008. Le *Madadgar helpline Karachi* rapporte que 2'829 meurtres ont eu lieu dans la seule province du Sindh entre 2004 et 2008.

En Turquie, la nouvelle loi sur l'emprisonnement à vie pour les auteurs de crimes au nom de l'honneur promulguée en 2004 est appliquée, le nombre de meurtriers a diminué, cependant le nombre de « suicides » de jeunes filles a doublé.

Chaque loi nouvelle promulguée sous la pression de l'Occident (comme l'atteste l'exemple de la Turquie pour son entrée dans l'Union européenne) est contournée d'une façon ou d'une autre. Pendant ce temps, des jeunes femmes et parfois également des hommes, meurent dans des conditions souvent extrêmement barbares (voir le cas de la jeune fille enterrée vivante en Turquie en novembre 2009). Nous demandons instamment au Conseil Economique et Social au nom de la Liberté et du Droit à la vie, d'user de toute son influence auprès des gouvernements des pays concernés pour conduire à une diminution concrète, puis à une éradication de ces meurtres.

Aujourd'hui le crime au nom de l'honneur a fait son apparition en Suède, en France, au Royaume-Uni, en Belgique, en Allemagne. Chacun de ces pays travaille à mettre en place une politique de lutte contre ce fléau. Il a fallu que cela soit pour que le monde ouvre les yeux sur les milliers de meurtres de femmes qui ont lieu depuis toujours dans les pays concernés. Notre fondation par son travail au Moyen-Orient est régulièrement confrontée à des jeunes femmes qui ont survécu à des brûlures au troisième degré, au poison, à l'étranglement ou à la défenestration, mais la majorité d'entre elles ne survivent pas. Par cette déclaration nous voulons être leur voix, que chacun sache, se réveille, agisse là où il est et que les Nations Unies s'unissent enfin et par les voies qui lui sembleront justes pour que ce massacre cesse.

Merci.